

ABONNEMENT

Saumur	
Un an	25 fr.
Six mois	13
Trois mois	7
Poste	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8

On s'abonne

A SAUMUR
Au bureau du Journal
ou en envoyant un mandat
sur la poste
et chez tous les libraires

POLITIQUE. LITTÉRATURE. SCIENCES. INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

Journal d'Annonces Judiciaires et Avis Divers

PARAISSENT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

Bureaux : 4, place du Marché-Noir

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie

INSERTIONS

Annonces,	la ligne....	20
Réclames,	30
Faits divers	75

RESERVES SONT FAITES

Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution d'un de ces cas :
Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.
Les manuscrits déposés sont pas rendus.

On s'abonne

A PARIS
A L'AGENCE HAVAS
8, place de la Bourse

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire
L'abonnement doit être payé d'avance

SAUMUR, 27 AVRIL

LE DRAPEAU

Les journaux républicains rééditent volontiers en ce moment les articles que, sous l'Empire, M. Paulin Lymairac publiait dans le *Constitutionnel*. Peut-être y mettent-ils un peu moins de verve et de talent, mais le fond de l'argumentation est identique. On reproche aux candidats monarchistes de dissimuler leur drapeau et de ne pas oser se présenter aux électeurs tels qu'ils sont.

Ainsi, naguère, M. Lymairac reprochait aux républicains leurs allures électORALES. Osez, dit-il en substance, vous présenter comme républicains et vous verrez quel accueil vous fera le suffrage universel. Mais vous trouvez plus commode de le tromper et de profiter de son extrême crédulité.

Et de fait, ce n'est pas assez de dire que les républicains ne déploient pas leur drapeau dans les élections. Ils le font bien mieux encore. En vertu de la législation alors en vigueur, tout candidat devait prêter serment à l'Empire. Les républicains qui se refusèrent à prêter ce serment furent très rares. Dans le parti républicain même, on regardait ces résistants comme des gens à idées originales. Les Pelléan, les Jules Favre, les Havin, les Gambetta ne se cabrèrent point devant l'obstacle. Ils prêtèrent le serment. On les eût bien fait rire, on eût bien fait rire aussi leurs électeurs, si on avait prétendu alors qu'il y eût le moindre doute sur leurs opinions politiques et si on avait insinué que les uns et les autres avaient cessé d'être républicains. M. Paulin Lymairac, comme nous venons de le rappeler, leur reprochait leur attitude, mais il était à peu près le seul, et personne en réalité ne s'y trompait.

C'est aujourd'hui contre les royalistes que les républicains rééditent cette ridicule accusation. Ils veulent même bien ajouter que nos amis se font le plus grand tort en prenant une telle attitude. Cette sollicitude est de trop. Elle nous donne de sérieuses raisons de penser que nous aurions grand tort de changer de tactique, puisque nous répondrions ainsi si bien aux désirs de nos adversaires.

En fait, un grand nombre de nos amis, lorsqu'ils sont candidats, affirment très nettement leurs opinions monarchistes. Nous ajoutons qu'ils n'ont pas en général lieu de le regretter. C'est qu'en effet ils savent répondre ainsi aux désirs de la majorité des électeurs de leur circonscription. D'autres s'abstiennent d'une affirmation qui se dégage de leur nom même, de leur passé politique, de toute une existence consacrée au service de la cause monarchique. Il s'en rencontre enfin qui se maintiennent uniquement sur le terrain conservateur. Nous ne saurions les en blâmer. Il est bon nombre de circonscriptions où ce n'est pas trop de l'entente de toutes les forces conservatrices pour livrer bataille à l'adversaire commun.

En réalité, il n'est pas un électeur qui ne sache parfaitement à quoi s'en tenir. Nous mettons bien au défi de nous citer un seul électeur qui, ayant voté pour un candidat conservateur,

se soit plaint, après l'élection, d'avoir été trompé. C'est qu'en effet, l'électeur n'a pas eu besoin d'explications plus précises pour savoir très bien à quoi s'en tenir sur la portée et la signification de son vote.

Si ces candidats ont une attitude si trompeuse, comment donc se fait-il que seuls les électeurs soient dupés? Nous constatons en effet que jamais la presse républicaine ne s'y méprend. Elle dénonce toujours ces candidats comme des royalistes. Nous voulons bien admettre que la presse républicaine soit douée d'un flair particulier et apte à percevoir les plus impénétrables mystères, mais enfin on peut croire qu'il se trouve aussi nombre d'électeurs qui savent aussi bien qu'elle à quoi s'en tenir et ne se laissent pas duper.

La vérité est que le terrain électoral n'est pas partout le même; qu'il oblige à l'adoption d'une tactique variant avec les milieux, qu'il est naturel que les candidats se guident pour l'attitude à prendre suivant le tempérament des circonscriptions. Les républicains agissaient ainsi sous l'Empire. On ne voit pas pourquoi les monarchistes n'en feraient pas autant sous la République.

Mort du comte de Moltke

Un de nos grands ennemis vient de disparaître.

Le feld-maréchal comte de Moltke est mort, vendredi soir, d'une attaque d'apoplexie cardiaque. Il s'est éteint doucement, sans agonie.

Dans l'après-midi, il assistait encore à la séance de la Chambre des Seigneurs.

Il avait quatre-vingt-onze ans.

Helmuth-Charles-Bernard de Moltke était né à Parchime, en Mecklembourg, où son père, général danois, possédait un domaine. Elevé à l'École des Cadets de Copenhague, il passa en 1822 au service de la Prusse et fut bientôt attaché à l'état-major.

En 1833, il se rendit en Turquie, où le sultan Mahmoud le chargea d'organiser l'armée ottomane et prit une part brillante à la guerre faite en Syrie au célèbre vice-roi d'Égypte Mehemet-Ali.

Il revint en Prusse en 1843 et publia des souvenirs de voyage fort intéressants; il fut attaché en qualité d'aide de camp du prince Henri de Prusse qui résidait à Rome, puis retourna en Allemagne où il exerça des commandements importants. En 1857, promu lieutenant-général, il fut mis à la tête du grand État-major allemand. Il devait conserver ces fonctions jusqu'en 1888.

L'admirable stratège qui fut de Moltke, il est, hélas! superflu de le démontrer. Il prit une part active à la guerre des duchés, et fut peu pitoyable pour sa patrie d'origine; il combina merveilleusement les opérations de guerre qui aboutirent à Sadowa, et en 1870-71, il dirigea la campagne de France.

On s'est plu à représenter le maréchal de Moltke comme dépourvu de cœur et de sensibilité, et lui-même a voulu garder devant la postérité un masque de rigide inflexibilité. — A un journaliste qui désirait publier quelques

épisodes de sa longue carrière, il répondit :
« Ne cherchez pas, il n'y en a pas; dans ma vie, il n'y a que des dates. »

Dans sa vie privée, il fut pourtant doux et affectueux. Il aimait tendrement sa femme, épousée par amour, et dont il pleura toujours la perte. C'est dans sa propriété de Kreisau que repose celle qui partagea fidèlement la moitié de sa vie et le quitta le jour de Noël 1868.

Voici quels sentiments a exprimé le maréchal Canrobert en apprenant la mort du comte de Moltke :

« Ça été un terrible ennemi, M. de Moltke, le plus terrible de tous ! Sans lui l'Allemagne ne serait pas ce qu'elle est. Ah ! non certainement. Mais plutôt ingénieur que soldat. Un ingénieur militaire, oui c'est cela, un ingénieur, mais un génie.

Il a eu aussi beaucoup de chance. Rappelez-vous qu'il est arrivé dans un moment où l'art de la guerre se transformait, où l'on modifiait les armements, où il y avait place pour les bonnes idées. Il a pu faire valoir et accepter les siennes. Cela c'est du bonheur.

Je me suis trouvé trois fois en présence de lui sur les champs de bataille, notamment à Saint-Privat. Ah ! la glorieuse journée ! Le soir, le roi de Prusse écrivait à la reine — et c'était de Moltke qui commandait — : « Notre garde a trouvé son tombeau devant les soldats du maréchal Canrobert ! » Hélas ! de Moltke a pris d'autres revanches !

L'Allemagne perd beaucoup, je vous le dis, quoique le génie de M. de Moltke se fût bien éteint depuis quelques années, mais elle ne peut oublier qu'il a été la cheville ouvrière de sa force, qu'il a fait l'empire. Eh ! oui, il l'a fait ! »

D'après une dépêche du *Journal des Débats*, ce n'est pas dans son cabinet de travail que le maréchal de Moltke est mort.

Il venait de faire une partie de whist avec son neveu et quelques officiers, et il s'était retiré au cabinet d'aisances, quand la mort l'a surpris.

INFORMATIONS

LA RENTRÉE DU PARLEMENT

Les Chambres vont reprendre leurs travaux aujourd'hui lundi.

Aucune interpellation n'étant annoncée pour la rentrée, la Chambre des députés abordera immédiatement la discussion sur le tarif douanier.

On assure que le Conseil chargera M. Ribot de faire une déclaration montrant les dangers d'un protectionnisme exagéré.

On assure qu'à la rentrée des Chambres, M^r Freppel interpellera le ministre de la guerre au sujet de l'épidémie qui a causé certains ravages dans la garnison de Brest.

LA RÉFORME JUDICIAIRE

On sait que sous prétexte d'approfondir la discussion des tarifs douaniers la majorité

républicaine et son ministère sont d'avis d'escamoter rapidement le vote du budget pour 1892.

Or, la commission du budget rêve d'accomplir en un tour de main la question si complexe de la réforme judiciaire. C'est à M. Henri Brisson qu'est confié ce rôle aussi ingrat que difficile.

Est-ce parce qu'il a été autrefois ministre de la justice ?

On plutôt parce qu'il serait l'auteur d'un projet de loi sur la matière ?

L'un et l'autre motifs paraissent bien suffisants pour fournir la solution d'un aussi important problème.

LA QUESTION ALGÉRIENNE

Le Sénat a élu une Commission chargée de faire une enquête sur la situation de l'Algérie. C'est une grosse affaire.

La Chambre des députés aurait-elle l'intention de faire élire une Commission chargée de procéder à une contre-enquête ?

Ce serait assez piquant ; mais cela ne nous surprendrait point, connaissant les dispositions des républicains qui forment la presque totalité de la Commission du budget.

M. Adalbert Philis, Cottin et le baron Brunet, exécuteurs testamentaires du prince Napoléon, se sont présentés, samedi, au ministère de l'intérieur, où ils ont été reçus par M. Demagny, directeur du cabinet.

Ces messieurs apportaient au ministre un extrait légalisé du testament du prince Napoléon contenant le passage où celui-ci exprime le désir d'être enterré, soit à Paris, aux Invalides, soit à Ajaccio, sur l'une des îles Sanguinaires, ainsi qu'une lettre collective signée par eux et dans laquelle ils sollicitent l'autorisation de faire rentrer sur le territoire français la dépouille du Prince.

M. Demagny s'est borné à recevoir ces documents pour les remettre à M. Constans.

LES VICTIMES

Dans les administrations, on ajourne la liquidation des employés qui invoquent, pour prendre leur retraite, la limite d'âge.

On leur dit qu'il n'y a pas d'argent disponible au budget.

Quant aux militaires, ils sont si mal traités par la République, qu'une Société de braves gens, à la tête desquels s'est placé le général Favé, a dû se créer « pour aider les soldats de tous grades devenus infirmes par suite de blessures ou de maladies résultant du service, à faire valoir leurs droits aux pensions que la loi leur accorde. »

Cette Société s'appelle l'Œuvre des Pensions militaires.

Les dossiers réunis par cette patriotique Association sont navrants. Vous allez en juger par ce cas cité entre mille par un de nos confrères :

Voici un malheureux, nommé Macheras, qui, revenu de Cochinchine le 30 août 1882, mortellement atteint, et ayant vu échouer ses

